



**NON au système universel de retraites par points**  
**OUI à l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux**  
**OUI aux services publics républicains**

**9 octobre 2018**

## **GREVE ET MANIFESTATION POUR S'OPPOSER À LA VOLONTE DE DESTRUCTION**

La crise politique qui ne fait qu'empirer en cette rentrée, avec démissions de ministres, déclarations contradictoires de l'exécutif, petites phrases faites de provocation en direction des chômeurs, des retraités et des salariés, n'empêchent nullement le gouvernement MACRON-PHILLIPE d'annoncer « droits dans ses bottes » qu'il poursuivra leurs contre-réformes qui pourtant dans le domaine de l'emploi, en ne citant que ce point, ne font pas la démonstration de leur efficacité puisque le pourcentage de chômeurs dépasse les 9%.

Leur « société » proposée est celle, qui, sous couvert « d'équité » conduit à un nouveau tour de vis sur les prestations sociales et sur l'assurance chômage, dans le même temps où le **patronat** qui exige la dégressivité se verrait une nouvelle fois écouté dans ce domaine alors qu'il **bénéficie** de la baisse des cotisations pour pérenniser le **CICE** qui représente **70 milliards d'Euros** depuis 2013.

La présentation du budget ne présage **rien de bon pour les chômeurs, les retraités, les salariés et pour les jeunes.**

Dès aujourd'hui, c'est **l'annonce de 4500 postes de fonctionnaires qui disparaissent** ; C'est l'annonce de 1800 postes de professeurs et de 1600 postes au ministère des sports supprimés ces derniers jours ; C'est l'annonce du **blocage des retraites et pensions** après la ponction de 1,7 points de la dernière période ; C'est la **remise en cause** des statuts dans les 3 versants **de la fonction publique**. Ce sont les ouvertures du capital et donc de la **privatisation** à terme de grandes entreprises publiques qui appartiennent aux Français et qui ont assurées l'égalité de traitement, la péréquation tarifaire et la politique industrielle de notre pays. C'est **la jeunesse qui prend de plein fouet** la réforme de **ParcoursSup** et la poursuite de la sélection. Dans le même temps le gouvernement a modifié le cadrage national des diplômes en mettant en péril les rattrapages ou la compensation sur les universités. La « simplification et l'équité » sont également les maîtres mots de cette nouvelle contre-réforme des retraites.

**Quelle honte** de vouloir **monter les salariés du secteur privé et du secteur public les uns contre les autres** alors que nous savons que la volonté de l'exécutif est **d'abaisser le niveau des retraites** pour tous. D'abord pour les salariés du privé qui verront les premiers la contre-réforme s'opérer avec la fusion des régimes AGIRC-ARCO conduisant inévitablement à une baisse très forte des retraites. Viendra la deuxième étape qui conduit ce gouvernement à vouloir faire tomber les 42 régimes existants pour les transformer en un régime universel détruisant au passage toutes les garanties qui y sont liées en termes de montant des retraites ou de droits collectifs (droits familiaux, minimum contributif, pensions de réversion...)

C'est un passage en force d'un système intergénérationnel à un système individuel.  
**INACCEPTABLE !**

INACCEPTABLE que l'économie nationale soit « ponctionnée » par les actionnaires et les entreprises.

Respectant les résolutions du Congrès Confédéral de Lille, la CGT-FO, multipliant les réunions pendant les congés avec toutes les organisations syndicales, a mis en œuvre ce qui permet de rassembler sur les revendications afin de lutter contre les contre-réformes annoncées. La dernière commission exécutive confédérale dans sa déclaration affirme :

**« À cette situation, Force Ouvrière oppose ses revendications : augmentation générale des salaires, retraites et pensions, traitements et minima sociaux, amélioration des conditions de travail, défense de la Sécurité sociale, maintien du régime d'assurance chômage sans aucune étatisation et des droits afférents, refus d'un régime universel de retraites par points et maintien de tous les régimes existants à commencer par le Code des pensions civiles et militaires.**

**L'heure est désormais à l'action syndicale. La Commission Exécutive appelle en ce sens l'ensemble des structures et adhérents Force Ouvrière à se mobiliser dès à présent pour organiser, dans l'unité d'action la plus large possible auprès de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, la journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne du 9 octobre 2018 y compris par la grève. »**

L'**URIF FO**, qui s'inscrit dans les appels à la grève et à manifester, tient à rappeler les revendications que nous portons depuis notre Congrès de Lille :

- OUI à la retraite par répartition
- NON à la retraite universelle « par points » et par capitalisation
- Maintien de tous les régimes de retraites existants : Régime général, régimes spéciaux, régimes complémentaires, code des pensions civiles et militaires
- Augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux et non à la désindexation des retraites
- NON à la sélection avec ParcoursSup et OUI au libre accès à l'enseignement supérieur.
- Maintien du régime d'assurance chômage
- NON à l'ouverture du capital des entreprises publiques et à leurs privatisations

**C'est en partant de revendications claires** que la mobilisation, les appels à la grève et les manifestations se dérouleront **avec un engagement très fort de tous.**

**Ce 9 octobre 2018 est un tremplin pour** la lutte que nous devons mener rapidement contre l'attaque sans précédent touchant les retraites.

Continuons à préparer les assemblées générales dans toutes les entreprises, les services et les administrations. Elles sont celles qui détermineront la poursuite des actions afin, face à des attaques sans précédent, de **bloquer l'économie.**

**Le 9 octobre 2018, à l'appel de l'URIF FO, nous participerons à la manifestation régionale avec l'URIF CGT – l'URIF FSU – l'URIF SOLIDAIRES et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF – FIDL - UNL qui partira à 14H00 de la place du 18 juin 1940 (Montparnasse) pour se rendre place d'Italie en passant par Denfert Rochereau.**

Paris, le 24 septembre 2018